

Collection

Working
paper

La montée des populismes en Europe

Marine HURARD

Septembre 2011

Avec le soutien de
la Communauté française de Belgique

Le Think tank européen ***Pour la Solidarité*** (asbl) – association au service de la cohésion sociale et d'un modèle économique européen solidaire – travaille à la promotion de la solidarité, des valeurs éthiques et démocratiques sous toutes leurs formes et à lier des alliances durables entre les représentants européens des cinq familles d'acteurs socio-économiques.

À travers des projets concrets, il s'agit de mettre en relation les chercheurs universitaires et les mouvements associatifs avec les pouvoirs publics, les entreprises et les acteurs sociaux afin de relever les nombreux défis émergents et contribuer à la construction d'une Europe solidaire et porteuse de cohésion sociale.

Parmi ses activités actuelles, ***Pour la Solidarité*** initie et assure le suivi d'une série de projets européens et belges ; développe des réseaux de compétence, suscite et assure la réalisation et la diffusion d'études socioéconomiques ; la création d'observatoires ; l'organisation de colloques, de séminaires et de rencontres thématiques ; l'élaboration de recommandations auprès des décideurs économiques, sociaux et politiques.

Pour la Solidarité organise ses activités autour de différents pôles de recherche, d'études et d'actions : la citoyenneté et la démocratie participative, le développement durable et territorial et la cohésion sociale et économique, notamment l'économie sociale.



Think tank européen **Pour la Solidarité**

Rue Coenraets, 66 à 1060 Bruxelles

Tél. : +32.2.535.06.63

Fax : +32.2.539.13.04

info@pourolsolidarite.be

www.pourolsolidarite.be

Les cahiers de la Solidarité

Collection dirigée par Denis Stokkink

Vieillessement actif et solidarité intergénérationnelle : constats, enjeux et perspectives, Cahier hors - série, Mars 2011

Services sociaux d'intérêt général : entre finalité sociale et libre-concurrence, Cahier n° 27, Mars 2011

Logement vert, logement durable ? Enjeux et perspectives, Cahier n° 26, Mars 2011

Agir pour une santé durable - Priorités et perspectives en Europe, Cahier n° 25, Janvier 2011

La lutte contre la pauvreté en Europe et en France, Cahier n° 24, Novembre 2010

Inclusion sociale active en Belgique, Cahier hors-série, Novembre 2010

Responsabilité sociétale des entreprises. La spécificité des sociétés mutuelles dans un contexte européen, Cahier n° 23, 2010

Concilier la vie au travail et hors travail, Cahier hors-série, 2010

Faut-il payer pour le non-marchand ? Analyse, enjeux et perspectives, Cahier n° 22, 2009

Mobilité durable. Enjeux et pratiques en Europe, Série développement durable et territorial, Cahier n° 21, 2009

Tiphaine Delhommeau, ***Alimentation : circuits courts, circuits de proximité***, Cahier n° 20, 2009

Charlotte Creiser, ***L'économie sociale, actrice de la lutte contre la précarité énergétique***, Cahier n° 19, 2009

Europe et risques climatiques, participation de la Fondation MAIF à la recherche dans ce domaine, Cahier n° 18, 2009

Thomas Bouvier, ***Construire des villes européennes durables***, tomes I et II, Cahiers n° 16 et 17, 2009

Europe, énergie et économie sociale, Cahier n° 15, 2008

Décrochage scolaire, comprendre pour agir, Cahier n° 14, 2007

Séverine Karko, ***Femmes et Villes : que fait l'Europe ? Bilan et perspectives***, Cahier n° 12 (n° 13 en version néerlandaise), 2007

Sophie Heine, ***Modèle social européen, de l'équilibre aux déséquilibres***, Cahier n° 11, 2007

La diversité dans tous ses états, Cahier n° 10, 2007

Francesca Petrella et Julien Harquel, ***Libéralisation des services et du secteur associatif***, Cahier n° 9, 2007

Annick Decourt et Fanny Gleize, ***Démocratie participative en Europe. Guide de bonnes pratiques***, Cahier n° 8, 2006

Éric Vidot, ***La reprise d'entreprises en coopératives : une solution aux problèmes de mutations industrielles ?*** Cahier n° 7, 2006

Anne Plasman, ***Indicateurs de richesse sociale en Région bruxelloise***, Cahier n° 6, 2006

Intro – Qu'est ce que le populisme ?

Les terribles attentats d'Oslo du 22 juillet dernier ont suscité le débat : existe-t-il un terrorisme d'extrême-droite ? Quelle est la relation entre le meurtrier présumé et les partis populistes d'extrême-droite ? En effet, même s'il n'y a pas de corrélation directe entre Breivik, seul responsable de ses actes, et les partis, l'auteur de la tuerie partage leurs idées et son profil politique amène à s'interroger sur la dangerosité des idées des partis populistes d'extrême-droite. En outre, on constate à travers l'Europe de nombreux succès de ces partis qui diffusent leurs idées xénophobes, islamophobes et nationalistes. Dans cette étude, nous nous intéresserons à cette montée des populismes en Europe : **qu'est ce que la montée des populismes ? Quels sont les points communs et les différences entre ces partis ? Pourquoi une telle avancée ?** Face à ces succès électoraux à travers l'Europe, il convient de s'interroger sur **les causes profondes** de ce vote populiste et sur **les dangers** qu'il représente pour les démocraties européennes. **En quoi cette montée des populismes défie l'Union européenne et ses valeurs ? Comment lutter contre l'avancée de ces partis ?**

Le populisme est souvent confondu avec l'extrême-droite. L'usage de cette notion est très répandu dans les médias et au cours des débats politiques depuis une dizaine d'années, et elle est souvent utilisée uniquement pour discréditer des ennemis politiques. Le populisme n'est pas nécessairement d'extrême-droite. Il existe des populismes de gauche, d'extrême-gauche, aussi bien que de droite et d'extrême-droite. Le populisme est né à la fin du XIX^{ème} siècle dans la Russie tsariste et a connu historiquement différentes figures telles que le poujadisme, le péronisme ou le boulangisme.

Le populisme entretient un lien étroit avec la démocratie, il représente une tension essentielle de la démocratie : la balance entre la souveraineté populaire et le droit. Le démocrate et le populiste partagent l'idée selon laquelle le peuple est souverain et source de légitimité. Néanmoins, il existe une différence fondamentale dans leur conception de la souveraineté du peuple. Le populiste oublie le sens authentiquement politique de la souveraineté populaire, la nature politique du peuple. La démocratie et ses institutions ont permis de politiser le peuple, or, selon Janine Chêne, le populisme refuse « *cette médiation caractéristique de l'être politique du peuple* », en privilégiant un rapport direct, immédiat.¹ En effet, le populiste rappelle sans cesse que tout pouvoir découle du peuple, en opposition aux institutions et aux acteurs politiques. Selon Jacques Julliard, le populisme est une manière de penser le peuple comme source de légitimité, de sagesse, d'infaillibilité : le peuple comme détenteur de la vérité. Le droit (les institutions, instances de représentation) disparaît pour établir un lien direct entre le peuple et un leader charismatique qui l'incarne.² En effet, le populisme se caractérise par la présence d'un leader charismatique fusionnel qui incarne le peuple. À l'instar du péronisme, l'acteur populiste nie les divisions sociales et

¹ Ihl Olivier *et al.*, « Introduction », in Janine CHENE, *La tentation populiste au coeur de l'Europe*, La Découverte « Recherches », 2003 p. 9-23. <http://www.cairn.info/la-tentation-populiste-au-coeur-de-l-europe---page-9.htm>.

² Emission Répliques, France Culture, « Y a-t-il une menace populiste ? » 16.10.10, interview de Jacques Julliard et de Dominique Reynié. <http://www.franceculture.com/emission-repliques-y-a-t-il-une-menace-populiste-2010-10-16.html>.

instaure un face à face avec le peuple idéalisé et supposé uni, sans corps intermédiaires.³ L'unité du peuple est supposée, or, la démocratie repose sur le pluralisme politique.⁴ Ainsi, le populiste recherche la démocratie incarnée dans un leader qui représente le peuple. Cela est renforcé par la dénonciation des élites économiques, politiques et des corps intermédiaires, à travers un discours, une rhétorique dans laquelle il se pose en alternative à « l'establishment ».

Le populisme est aussi une forme de discours démagogique. L'acteur populiste propose des solutions simplistes à des problèmes complexes. Cette simplification s'apparente à la « causalité diabolique »⁵ de Léon Poliakov qui consiste à dire que tout va mal à cause de l'immigration, de l'euro, de l'UE, de la mondialisation. Les solutions données sont simplistes et la plupart du temps irréalistes : fermeture complète des frontières, arrêt de l'immigration, sortie de l'euro et de l'UE,... Selon Michel Winock, le populiste s'adresse aux émotions via cette simplification des enjeux politiques qui a pour objectif de rallier le plus d'électeurs possible.⁶ Finalement, selon Guy Hermet, le populisme est un rejet de la politique. Alors que celle-ci consiste à tenir un agenda (mesurer le possible et l'impossible, ce qui peut se faire ou non), le discours populiste du « tout est possible » nie cet agenda politique.⁷

Pierre-André Taguieff dans son livre *L'illusion populiste* qualifie le populisme d'extrême-droite qui se développe en Europe de « **national-populisme** » ou de **populisme identitaire**. Le national-populisme est un mouvement **identitaire, nationaliste, protectionniste, xénophobe, islamophobe et antieuropéen**⁸. Nous nous intéressons dans cette étude à ce « national-populisme » tel qu'il se manifeste en Europe depuis une dizaine d'années, et plus particulièrement depuis 2008 avec la crise économique. Les populismes sont divers à travers l'Europe, mais ils partagent néanmoins des thèmes idéologiques communs : la peur de l'ouverture et le repli identitaire qui y est associé notamment.

I. La montée des partis populistes en Europe

A. Portrait de l'Europe des populismes

1. De nombreux succès électoraux

Les partis national-populistes ont connu un fort succès récemment un peu partout en Europe. Le dernier en date est celui du parti des « Vrais Finlandais » de Timo Soini aux législatives du 17 avril 2011. Ce parti est devenu la troisième force politique du pays, avec un programme eurosceptique, et anti-migratoire. La déferlante populiste s'abat effectivement sur les pays scandinaves jusqu'à présent réputés pour être les symboles de la social-démocratie. En Suède, les « Démocrates suédois » sont entrés au Parlement pour la

³ Rencontres de Pétrarques – leçon inaugurale de Pierre ROSANVALLON « le peuple a-t-il un avenir ? » <http://www.franceculture.com/emission-les-rencontres-de-petrarque-ete-11-lecon-inaugurale-par-pierre-rosanvallon-2011-07-30.html>.

⁴ Emission Répliques, France Culture, « Y a-t-il une menace populiste ? » 16.10.10, interview de Jacques Julliard et de Dominique Reynié. <http://www.franceculture.com/emission-repliques-y-a-t-il-une-menace-populiste-2010-10-16.html>.

⁵ « Michel Winock : « l'un des plus grands dangers est l'alliance FN-droite » », 16.01.11, Le Monde.

⁶ « Michel Winock : « l'un des plus grands dangers est l'alliance FN-droite » », 16.01.11, Le Monde.

⁷ Les populismes en Europe. Synthèse de l'atelier débat du 9.02.07 organisé par la Maison de l'Europe de Paris avec le CERI Sciences Po.

⁸ « La montée du national populisme en Europe », Entretien d'Europe n°53 avec Pascal Perrineau, 24.01.11, Fondation Robert Schuman http://www.robert-schuman.eu/entretien_europe.php?num=53.

première fois en 2010, dotés de 20 sièges. Le gouvernement suédois est devenu minoritaire et l'extrême-droite pèse désormais sur le débat politique. Ce phénomène touche aussi le Danemark, où le Parti du Peuple danois est allié au gouvernement depuis 2001, date à laquelle le parti est entré dans la vie politique danoise avec 12% des voix. Le parti connaît un succès croissant. Avec 25 sièges au Parlement, c'est la troisième force politique du pays. En Norvège, le Parti du Progrès est en progression et représente la deuxième force politique du pays avec environ 23% des voix.

Le national-populisme connaît également de bons scores en France, où le Front National de Marine Le Pen a rassemblé 15% des voix au premier tour des élections cantonales de mars 2011. En avril 2010, le parti « Jobbik » faisait son entrée au Parlement hongrois, avec 16.8% des voix. Ce parti d'extrême-droite populiste a obtenu 46 sièges et influence fortement le gouvernement conservateur du Fidesz de Viktor Orban.⁹ Aux Pays-Bas, le Parti de la Liberté de Geert Wilders progresse également, puisqu'il est devenu la troisième formation politique du pays en juin 2010 aux élections législatives en remportant 24 sièges au Parlement.¹⁰ En Autriche, le FPÖ (Parti de la Liberté) de Heinz-Christian Strache est aussi en hausse. Aux élections locales de Vienne en 2010, le FPÖ a fédéré 28% des voix, avec un programme cultivant l'idée selon laquelle la cathédrale de Vienne pourrait être remplacée par une mosquée. Ce thème a interpellé l'électorat puisqu'il s'attaque à un symbole fort de la ville.¹¹ Dans l'Italie voisine de Berlusconi, le populisme connaît également de forts succès. La Ligue du Nord a rassemblé 19.77% des voix aux élections régionales de 2010 dans 8 régions phares, avec notamment jusqu'à 35.15% des suffrages en Vénétie.¹²

Dans certains Etats, les partis populistes sont assez puissants pour faire partie de coalitions ou d'alliances avec le gouvernement. En Italie, la Ligue du Nord dispose de 3 ministres au Gouvernement et de 8 secrétaires d'Etats. Aux Pays-Bas, le Parti de la Liberté (PVV) de Geert Wilders pèse fortement sur le programme du gouvernement. Le parti, fondé en 2006 par Geert Wilders se pose en « dernier défenseur de la civilisation occidentale face à l'invasion des musulmans barbares » : islamophobe, anti-immigration, eurosceptique, accusant l'Europe d'être responsable de la « déferlante migratoire » et nationaliste, le Parti de la Liberté (PVV) était faible à ses débuts, avec 5.9% aux législatives de 2006 et 9 sièges au Parlement. Depuis, il n'a fait que progresser : 17% aux élections européennes de 2009, puis 15% aux législatives néerlandaises en 2010. Le parti connaît un fort succès et dispose de 24 sièges sur 150 au Parlement néerlandais. En outre, le PVV est allié au gouvernement minoritaire des libéraux et des chrétiens démocrates. Cette alliance permet au gouvernement d'être majoritaire, et d'un autre côté, elle permet au PVV d'influencer

⁹ « En Hongrie, des Roms fuient un village à cause d'une milice d'extrême droite », 22.04.11, Le Monde http://www.lemonde.fr/europe/article/2011/04/22/en-hongrie-des-roms-fuient-un-village-a-cause-d-une-milice-d-extreme-droite_1511799_3214.html#xtor=AL-32280258.

¹⁰ « L'extrême droite qui monte, qui monte en Europe », France info, 20.09.10 <http://www.france-info.com/monde-europe-2010-09-20-l-extreme-droite-qui-monte-qui-monte-en-europe-486396-14-15.html>.

¹¹ « La montée des populismes en Europe » IRIS et Maison de l'Europe, Compte rendu de la conférence du 6.12.10.

¹² « L'art de gérer le leg encombrant », Laurant Bonelli et Raffaele Laudani, dans « Les extrêmes droites à l'offensive », dossier janvier 2011, Le Monde diplomatique <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/01/A/20063>.

l'agenda politique du gouvernement sur l'immigration, l'intégration, la sécurité,...¹³ Le Parti du Peuple danois (DF) est lui aussi très proche du gouvernement conservateur depuis 2001. Le DF obtient en échange de son soutien au gouvernement des concessions importantes en matière d'immigration. Nous verrons que le Danemark est devenu l'un des pays les plus stricts d'Europe en ce qui concerne l'immigration, du fait de cette influence du Parti du Peuple danois.

Au-delà de ces récents succès électoraux, ce phénomène concerne en réalité pratiquement toute l'Europe, et est en résurgence depuis 2007/2008 avec la crise économique. Néanmoins, il faut rappeler que ce phénomène n'est pas nouveau tant au niveau contemporain, qu'historiquement. A titre d'exemple, dès le début des années 2000, on constatait une montée du populisme d'extrême-droite : le FPÖ entré en coalition avec le gouvernement autrichien en 2000, la Ligue du Nord en 2001 en Italie, le Front National accédait quant à lui au second tour des élections présidentielles françaises en 2002.

Le phénomène s'étend donc un peu partout en Europe : pays scandinaves, Pays-Bas, Belgique où le parti régionaliste flamand Vlaams Belang est toujours fort malgré la concurrence du NVA, en Grande Bretagne, le British National Party est de plus en plus influent et aussi le parti UKIP (17%), France, Autriche, Italie, Suisse où l'UDC (Union Démocratique du Centre) fait généralement un score autour des 30%,... Le populisme touche aussi l'Est de l'Europe : entrée du parti Ataka au Parlement bulgare en 2005 qui depuis est en progression constante, succès du Parti de la Grande Roumanie de Vadim Tudor, la Ligue des familles polonaises en Pologne rassemblait 8% des voix entre 2001 et 2005 et est en baisse constante depuis, récent succès du parti Jobbik en Hongrie, en Slovaquie, le parti populiste de gauche SMER de Robert Fico est entré dans une coalition avec le parti nationaliste de Jan Slota en 2006,...

Néanmoins, certains pays résistent à cette « pente fatale »¹⁴, en Allemagne, en Espagne, au Portugal, et en Irlande par exemple, l'avancée des partis populistes d'extrême-droite est faible. Cela est en partie dû au poids de l'histoire dans ces pays, mais est à nuancer, car il existe aussi une certaine résurgence des partis populistes, par exemple en Allemagne de l'Est. Les pays baltes quant à eux semblent pour le moment totalement épargnés.¹⁵

La fin de l'année 2011 sera déterminante dans plusieurs Etats européens : en Pologne, les élections législatives d'octobre permettront de confirmer ou non la baisse de popularité des idées conservatrices et nationalistes du parti Droit et Liberté de Jarosław Kaczyński, en Suisse, l'UDC est donnée grand vainqueur des élections fédérales. Le parti, populiste et conservateur, mise sur l'immigration et l'insécurité pour les élections d'octobre. Le score de l'UDC est donc à surveiller. ¹⁶ En Bulgarie, le mois d'octobre sera également déterminant, puisque les élections présidentielles auront lieu et que Volen Siderov, leader du parti populiste, ultra nationaliste, d'extrême-droite Ataka pose sa candidature. Sachant que le

¹³ « Adieu à la tolérance néerlandaise », Rinke Van der Brink dans « Les extrêmes droites à l'offensive », dossier janvier 2011,

Le Monde diplomatique <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/01/A/20063>.

¹⁴ Dominique Reynié, *Populismes : la pente fatale*, éditions Plon, 2011.

¹⁵ « La montée des populismes en Europe » IRIS et Maison de l'Europe, Compte rendu de la conférence du 6.12.10.

¹⁶ « l'Europe, pourquoi la vague populiste ? », interview de Dominique REYNIE, Opinion européenne http://reynie.typepad.fr/opinion_europenneeuropean/2011/04/europe-pourquoi-la-vague-populiste-.html.

parti a atteint le second tour aux dernières élections présidentielles et que la violence contre la minorité musulmane en Bulgarie s'accroît ces dernières années, ces élections seront également importantes et à surveiller de près.¹⁷ Au Danemark, la progression du Parti du Peuple danois (14% des voix aux législatives de 2007) sera peut-être confirmée par les législatives de novembre 2011.

2012 sera aussi une année déterminante pour mesurer la progression des populismes, notamment en observant le score du Front National de Marine Le Pen aux élections présidentielles françaises. Jusqu'à présent, le parti est bien placé dans les sondages d'intentions de vote, suscitant l'angoisse d'un nouvel avril 2002.

En ce qui concerne l'Autriche, l'extrême droite populiste est en tête des intentions de vote pour les élections législatives de 2013. En effet, selon un sondage de mai 2011, il y a 29% des intentions de vote pour le FPÖ qui devancerait pour la première fois les sociaux-démocrates (28%). Selon un autre sondage, 43% de la population souhaite que le parti participe au prochain gouvernement après les législatives de 2013. Le Parti de la Liberté autrichien est devenu la deuxième force politique de Vienne derrière le SPÖ (sociaux-démocrates) aux élections régionales et municipales de Vienne d'octobre 2010, recueillant presque 26% des voix.¹⁸ Le FPÖ a déjà participé à un gouvernement de coalition avec les conservateurs de 2000 à 2006. Il n'est donc pas improbable que cela se reproduise.

Ainsi, il existe une véritable résurgence des partis national-populistes en Europe ces dernières années. Ce phénomène n'est pas une « vague » qui s'étendrait dans toute l'Europe, mais ces partis connaissent effectivement des succès indéniables aux quatre coins de l'Union européenne bien qu'ils n'obtiennent pas de scores suffisants pour accéder aux gouvernements. Ils progressent tout de même assez dans certains Etats pour faire partie de coalitions et d'alliances avec les gouvernements. Il s'agit de mouvances « xénophobes, radicales et populistes » (J.Y Camus)¹⁹, essentiellement situées à droite de l'échiquier politique. Il existe des partis populistes d'extrême-gauche et de gauche, mais leur succès est moins significatif. Les raisons de cette résurgence depuis 2008 sont diverses selon les Etats, les problématiques nationales, l'histoire, la culture,... Néanmoins, il s'agit bien d'un phénomène européen avec des bases idéologiques partagées.

2. Thèmes communs des partis populistes européens

Les mouvements populistes sont hétérogènes, mais ils sont tout de même liés par de nombreux thèmes communs, ce qui permet de les regrouper dans la même catégorie : celle des partis « national-populistes ». Jean Yves Camus évoque une nouvelle catégorie de parti populiste, des partis « OVNI » qui n'ont pas forcément de racines à l'extrême-droite, mais qui sont xénophobes, radicaux et populistes. Par exemple, au Danemark le Parti du Peuple

¹⁷ « Cinq choses à savoir sur les néo-populismes en Europe », 19.04.2011, l'Express http://www.lexpress.fr/actualite/monde/cinq-choses-a-savoir-sur-les-neo-populismes-en-europe_984395.html.

¹⁸ « Autriche, l'Extrême droite passe en tête des intentions de vote », 20.05.11, Romandie news http://www.romandie.com/news/n/_Autriche_l_extreme_droite_passe_en_tete_des_intentions_de_vote200520111305.asp.

¹⁹ « En Europe, le jeu des trois familles », Dominique Vidal, dans « Les extrêmes droites à l'offensive », dossier janvier 2011, Le Monde diplomatique <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/01/A/20063>.

est considéré comme un parti du « centre », et aux Pays-Bas, le Parti de la Liberté a été fondé par Geert Wilders, issu du parti libéral.

Selon Dominique Reynié, le populisme contemporain est « patrimonial ». Il se caractérise par la défense d'un patrimoine « matériel » : niveau de vie, intérêts économiques, pouvoir d'achat, emploi, revenu face au chômage et à la pauvreté, et par la défense d'un patrimoine « immatériel » : style de vie, culture, langue, religion, identité,... Ces patrimoines seraient remis en cause par la mondialisation et l'immigration.²⁰ Ce protectionnisme économique et identitaire se manifeste par un rejet des élites, la xénophobie (et en particulier l'islamophobie), le repli identitaire et le nationalisme, et le rejet de l'Union européenne.

En effet, les partis populistes ont en commun le rejet des élites qu'ils dénoncent comme étant corrompues, compromises dans un système qui irait à l'encontre des intérêts du peuple, seul détenteur du « bons sens populaire » et de la vérité. Les populistes prônent la démocratie directe en opposition à la démocratie représentative, dans laquelle les élites économiques, politiques et culturelles trahissent les intérêts du peuple. Un autre thème majeur et fédérateur de ces partis est celui de la xénophobie, du discours anti-immigration qui se focalise particulièrement sur l'Islam et les populations musulmanes. Selon J.Y Camus, la dénonciation de « l'invasion musulmane » est le principal élément unificateur des partis populistes.²¹ Cela se manifeste concrètement dans les programmes politiques par le rejet de l'immigration, des immigrés, en prétextant une menace économique et identitaire, et par la construction d'un stéréotype négatif qui se base sur les pratiques religieuses, alimentaires et culturelles. Les populistes créent l'image d'un corps étranger inassimilable par la société.²²

Le nationalisme et le repli identitaire sont caractéristiques des mouvements populistes. Ils se manifestent par le rejet de la mondialisation, accusée de menacer d'une part le patrimoine matériel, en détruisant les emplois traditionnels et en ouvrant le marché du travail à des travailleurs étrangers qui voleraient le travail des nationaux, et, d'autre part, de détruire le patrimoine immatériel, en s'ouvrant aux idées, aux technologies, à l'immigration... Les populistes refusent le multiculturalisme et prônent donc la fermeture des frontières, tant au niveau économique (protectionnisme économique) qu'au niveau culturel (fermeture des frontières à l'immigration). Ils prônent l'Etat nation, comme seul rempart contre un « complot » mondialiste, porté par des élites qui s'enrichiraient sur le dos du peuple.²³

La défense de l'identité nationale est au cœur du rejet de l'immigration, de l'islamophobie et du rejet de l'UE. Il s'agit d'une construction identitaire négative, selon laquelle l'identité se construit en opposition aux autres : l'Européen de « souche » et les « autres ».²⁴ L'identité

²⁰ « L'Europe, pourquoi la vague populiste ? », interview de Dominique REYNIÉ, Opinion européenne http://reynie.typepad.fr/opinion_europeenneeuropean/2011/04/europe-pourquoi-la-vague-populiste-.html.

²¹ « En Europe, le jeu des trois familles », Dominique Vidal, dans « Les extrêmes droites à l'offensive », dossier janvier 2011, Le Monde diplomatique <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/01/A/20063>.

²² « L'islamophobie est la source du nouveau populisme de droite », 4.01.11 Enzo TRAVERSO, Libération <http://www.liberation.fr/livres/01012311407-l-islamophobie-est-a-la-source-du-nouveau-populisme-de-droite>.

²³ Jean Dominique GIULIANI « La montée du populisme, nouveau défi européen », canal académie, enregistré le 18.04.2011 <http://www.canalacademie.com/ida6927-La-montee-du-populisme-nouveau-defi-europeen.html>.

²⁴ « La montée des populismes en Europe » IRIS et Maison de l'Europe, Compte rendu de la conférence du 6.12.10.

serait ainsi menacée par l'ouverture : à la mondialisation, à l'Union européenne, à l'immigration. Les partis populistes proposent par exemple la préférence nationale (toujours privilégier les nationaux de « souche » en opposition aux immigrés), et la fermeture des frontières au niveau économique à la mondialisation, à l'immigration, etc. : des solutions toujours simplistes face à des problèmes complexes, afin de rallier le plus de monde possible.

Les partis populistes sont fortement eurosceptiques : rejet des élites technocratiques de Bruxelles, rejet de l'UE qui menacerait les identités nationales, remise en cause de la monnaie européenne et de la construction européenne,... En effet, les populistes accusent l'UE d'être responsable de la destruction des identités nationales. Par exemple, Geert Wilders évoque la confiscation des libertés du peuple par l'UE, et en 2009 il se prononçait pour la sortie de l'UE de la Bulgarie et de la Roumanie. On retrouve cette idée de confiscation du pouvoir du peuple par les « technocrates » européens dans le programme politique du Front National, et l'idée que l'UE est un projet dangereux pour le peuple français²⁵ : « *L'Europe de Bruxelles, hydre tentaculaire aux multiples ramifications, s'octroie, avec la complicité des gouvernements européens, des compétences d'attribution dans pratiquement tous les domaines de la vie politique, économique, sociale, culturelle ou scientifique* ». ²⁶ En Scandinavie, l'UE et l'immigration qu'elle entraîne sont accusés de remettre en cause le modèle social de ces pays, leur Etat providence. Les Démocrates suédois proposent de renégocier les traités et envisagent une sortie de l'UE. Quant à l'UKIP en Grande-Bretagne, pays déjà eurosceptique, il dénonce l'emprise de l'UE sur les institutions et les politiques du pays.

Les partis populistes partagent donc des thèmes communs : le rejet des élites, la xénophobie/ islamophobie, le nationalisme, le repli identitaire face à un patrimoine menacé, l'euroscepticisme. On retrouve ces thèmes chez les populismes d'Europe de l'Est, néanmoins, ils ont quelques particularités qui les distinguent des autres populismes européens.

3. Les populismes d'Europe de l'Est : particularités

Les populismes sont globalement des mouvances nationalistes, mais en Europe de l'Est, ils sont plutôt ultranationalistes. En effet, le populisme à l'Est se caractérise par une obsession des frontières, la persistance des irrédentismes et des enjeux liés aux minorités nationales. En Roumanie, Romania Mare (le Parti de la Grande Roumanie) invoque les frontières de l'entre deux guerres pour exiger la réintégration de la Moldavie au territoire roumain. En Hongrie, le parti Jobbik et le parti de la Justice et de la Vie hongroise (MIEP) se prononcent en faveur d'une révision du traité de Trianon de 1920 qui a fait perdre à la Hongrie une partie de ses territoires.²⁷ Ces partis exaltent le passé national et cultivent une conception

²⁵ « L'Union européenne face aux populismes », Yves SUREL, Les Brefs n°27, juin 2011, Notre Europe.

²⁶ Programme du Front National, http://www.frontnational.com/?page_id=1185.

²⁷ « A l'Est, l'obsession des frontières », Michael Munkerberg dans « Les extrêmes droites à l'offensive », dossier janvier 2011, Le Monde diplomatique <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/01/A/20063>.

intolérante de la Nation, basée sur l'ethnie, la langue, la religion²⁸ (particulièrement en Pologne où la Ligue des familles polonaises est teintée de fondamentalisme religieux).²⁹

Les populismes au sein des Pays d'Europe Centrale et Orientale sont le fruit de la transition des démocraties populaires aux démocraties libérales et à l'économie de marché. Ces partis sont méfiants envers le modèle économique occidental, opposés à la construction européenne, ils défendent les couches sociales qui n'ont rien gagné au changement de régime politique.³⁰ Ils s'appuient sur un mécontentement populaire qui s'est développé pendant la transition économique. L'électorat se trouve parmi la population déçue de l'économie de marché, confrontée aux difficultés économiques et sociales, et insatisfaite par rapport aux élites fortement corrompues. L'électeur type est un jeune homme ouvrier ou au chômage, des retraités paupérisés, et aussi des populations rurales (notamment en Slovaquie et en Pologne).³¹

Une différence fondamentale avec les autres populismes d'Europe est qu'à l'Est, il n'y a pas ou très peu de discours anti-immigration. En effet, le bouc-émissaire est plutôt « l'ennemi intérieur » : les minorités nationales, en particulier les Roms, mais aussi les minorités turques musulmanes, notamment en Bulgarie, et les minorités magyares (en Slovaquie et en Roumanie).³² Cela entraîne des conflits entre pays voisins, notamment entre la Slovaquie et la Hongrie, et entre la Hongrie et la Roumanie au sujet des minorités magyares.

B. Comment expliquer les succès des partis populistes?

Il est primordial de se pencher sur les causes profondes de ce vote populiste à l'échelle européenne au lieu de simplement constater la progression des partis national-populistes. Comprendre les causes du vote populiste, c'est aussi mieux cibler les ressorts et donc pouvoir agir concrètement pour freiner son avancée. Les partis populistes répondent aux grandes peurs de l'électorat par des solutions simplistes, caricaturales, qui leur permettent néanmoins de gagner des voix.

La montée des populismes a toujours été liée historiquement à une période de dépression économique : ce fut le cas à la fin du XIX^e siècle pendant la Grande Dépression et dans les années 1920, puis, après le crash de 1929. La crise économique explique en partie la résurgence du vote populiste depuis 2008.³³ En effet, celle-ci est favorable à son développement à cause des effets de la crise qui entraînent un malaise social : chômage, baisse du pouvoir d'achat, délocalisations,... Les délaissés de la mondialisation, touchés

28 « L'Extrême-droite : une famille idéologique complexe et diversifiée », Jean-Yves CAMUS, 9.10.2008 <http://tempspresents.wordpress.com/2008/10/09/lextreme-droite-une-famille-ideologique-complexe-et-diversifiee/>.

29 « A l'Est, l'obsession des frontières », Michael Munkerberg dans « Les extrêmes droites à l'offensive », dossier janvier 2011, Le Monde diplomatique <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/01/A/20063>.

30 « L'extrême droite : une famille idéologique complexe et diversifiée », Jean-Yves CAMUS, 9.10.2008 <http://tempspresents.wordpress.com/2008/10/09/lextreme-droite-une-famille-ideologique-complexe-et-diversifiee/>.

31 Ibid.

32 Ibid.

33 « Cinq choses à savoir sur les néo-populismes en Europe », 19.04.2011, l'Express http://www.lexpress.fr/actualite/monde/cinq-choses-a-savoir-sur-les-neo-populismes-en-europe_984395.html.

fortement par la crise économique constituent un réservoir d'électeurs important.³⁴ Le discours des partis populistes répond aux peurs des électeurs relatives à la crise économique et à la mondialisation (statut social, détresse matérielle) en prônant le protectionnisme économique, la fermeture des frontières comme solution miracle à la crise économique et comme rempart à la mondialisation.³⁵

Le vote populiste est un vote contestataire qui exprime un désarroi dû à un malaise social, à un sentiment d'abandon face à la crise économique et à la mondialisation. Les discours populistes renforcent ce sentiment en arguant que la mondialisation est responsable de la perte des emplois traditionnels, des délocalisations,... Le vote populiste manifeste une peur de l'ouverture économique, politique (à l'Union européenne), et de la société (à l'immigration). Or, les partis populistes donnent en apparence des solutions, des réponses à ces peurs : la préférence nationale, le nationalisme, la fermeture des frontières à l'immigration, le rejet des élites de Bruxelles, le repli identitaire.³⁶

Le vote populiste est dû à un vaste phénomène de repli identitaire face à l'ouverture aux « autres ». L'immigration est vue par les électeurs comme un danger, comme une menace sur leur emploi et sur leur identité, c'est la peur de « l'Autre ». Les partis populistes cultivent cette idée « d'invasion migratoire » qui menacerait les identités nationales et les emplois des nationaux. Cela fonctionne en temps de crises économique et démographique, renforcées par une perte des repères.

En Finlande par exemple, l'idée que l'immigration a provoqué une hausse du chômage est avancée par la plupart des partis politiques, y compris le parti socialiste. Or, la population étrangère ne représente que 3% de la population du pays.³⁷ Le parti des « Vrais Finlandais » a fait campagne sur l'arrêt de l'immigration, mais aussi sur l'idée que l'intégration européenne représente un défi pour le modèle social et l'Etat providence finlandais. Cette idée fédère de nombreuses voix, en effet, de nombreux finlandais pensent que les plans de sauvetage sont injustes, qu'ils n'ont pas à payer pour les « paresseux du sud » alors que la Finlande respecte l'Union économique et monétaire.³⁸

Les partis national-populistes sont également favorisés par la crise démographique que connaît l'Union européenne : vieillissement de la population et affaiblissement démographique sont propices au développement du populisme. Une population vieillissante, plus inquiète, plus à droite, plus fragile, qui demande plus de sécurité et qui a peur des conséquences sociales de la crise constitue une proie facile pour ces partis.³⁹ Les partis populistes profitent également de la peur du vieillissement démographique pour renforcer

34 « Populismes de droite en Europe : Phénomène passager ou transition vers un courant politique dominant », Werner T. BAUER, Friedrich Ebert Stiftung, avril 2011.

35 « La montée du national populisme en Europe », Entretien d'Europe n°53 avec Pascal Perrineau, 24.01.11, Fondation Robert Schuman http://www.robert-schuman.eu/entretien_europe.php?num=53.

36 « La montée du national populisme en Europe », Entretien d'Europe n°53 avec Pascal Perrineau, 24.01.11, Fondation Robert Schuman http://www.robert-schuman.eu/entretien_europe.php?num=53.

37 « Finlande : quand l'interdit devient acceptable », 18.05.11, Antero Kiviniemi, Blog trop libre, Fondapol <http://www.trop-libre.fr/paradoxa/finlande-quand-l-interdit-devient-acceptable>.

38 « Poussée populiste en Europe », Hélène Farier, 18.04.11, Europe1 <http://www.europe1.fr/International/Poussee-populiste-en-Europe-504827/>.

39 « Le populisme : à manier avec précaution ? », Presseurope, 27.7.11 <http://www.presseurop.eu/fr/content/article/797321-le-populisme-manier-avec-precaution>.

l'idée d'une « invasion migratoire » par une population qui viendrait remplacer les Européens « de souche ».

Selon Raffaele Simone dans son livre *Le monstre doux. L'occident vire-t-il à droite ?*, la gauche européenne n'a pas su réagir face à l'avancée de ce « monstre doux » que représente le populisme. En effet, la gauche européenne ne cesse de reculer en Europe : seulement 3 pays sur 27 sont gouvernés par la gauche.⁴⁰ Les gouvernements européens sont largement à droite, le dernier succès en date est celui de Passos Coelho au Portugal. Cet environnement favorise la diffusion des idées des partis national-populistes, qui sont de plus en plus influents sur les politiques des droites traditionnelles de gouvernement. Les gauches européennes doivent se rénover et regagner des voix.

Les faiblesses de la démocratie représentative nourrissent aussi le vote populiste. Les électeurs sont méfiants à l'égard des élites politiques, qualifiées d'incompétentes ou de corrompues, et du système représentatif en général (Parlement, suffrage universel, partis politiques). Cette méfiance est alimentée par le discours populiste qui rejette les élites, la démocratie représentative, en somme « l'establishment » et entend restituer le pouvoir au peuple.⁴¹

Avant de voir comment l'Union européenne et les Etats membres peuvent lutter contre l'avancée des populismes, nous pouvons nous pencher sur les dangers de cette avancée pour les démocraties européennes.

II. Quels dangers pour la démocratie européenne ?

A. Remise en cause des principes fondateurs de l'Union européenne

Les partis national-populistes remettent en question le projet politique d'intégration européenne et les valeurs fondatrices de l'Union européenne. Ces valeurs sont, par exemple, l'égalité entre les hommes comme base de l'Etat de droit, la primauté des droits de l'Homme, l'ouverture, la tolérance, la solidarité, la liberté de mouvement, le pluralisme politique, la délégation de la souveraineté populaire ou encore la solidarité financière.⁴² Cette dernière est remise en cause par les partis populistes. Par exemple, les Vrais Finlandais demandent l'arrêt de la participation de la Finlande au mécanisme de solidarité économique, solidarité à laquelle les Etats sont appelés pour aider la Grèce que les Finlandais qualifient de « paresseux du sud ».⁴³ On retrouve ce rejet de la solidarité au niveau régional. En effet, le régionalisme est aussi une forme de populisme : le Vlaams Belang flamand et la Ligue du Nord italienne en sont de bons exemples. Ces derniers fleurissent dans des régions plus riches (tout comme la Finlande à l'échelle européenne) et rejettent la solidarité financière

⁴⁰ « La montée des populismes en Europe » IRIS et Maison de l'Europe, Compte rendu de la conférence du 6.12.10.

⁴¹ « La montée du national populisme en Europe », Entretien d'Europe n°53 avec Pascal Perrineau, 24.01.11, Fondation Robert Schuman http://www.robert-schuman.eu/entretien_europe.php?num=53.

⁴² « Populismes de droite en Europe : Phénomène passager ou transition vers un courant politique dominant », Werner T. BAUER, Friedrich Ebert Stiftung, avril 2011.

⁴³ Jean Dominique GIULIANI « La montée du populisme, nouveau défi européen », canal académie, enregistré le 18.04.2011 <http://www.canalacademie.com/ida6927-La-montee-du-populisme-nouveau-defi-europeen.html>

avec les régions plus pauvres de leur pays : la Wallonie pour le parti populiste flamand, et le sud de l'Italie pour la Ligue du Nord.⁴⁴

Le discours anti-immigration, l'islamophobie et le rejet des Roms entraînent de nombreuses discriminations qui affaiblissent la cohésion sociale au sein de l'UE et trahissent les valeurs de tolérance, d'égalité, de solidarité, et d'ouverture.

Le national-populisme représente un danger majeur pour les démocraties européennes dans la mesure où il influence l'agenda politique des partis de droite traditionnelle en termes d'identité, d'immigration, de sécurité et d'intégration. Il existe en effet une certaine perméabilité idéologique et l'extrême-droite porte à l'agenda politique des thèmes tels que la dénonciation de la construction européenne, la stigmatisation de la mondialisation ou encore l'islamophobie.⁴⁵ Le danger est donc celui d'une « pollution » idéologique sur les gouvernements. On le constate déjà depuis plusieurs années : en 2009, les Suisses ont voté à 57% pour l'interdiction des minarets au référendum réclamé par l'Union Démocratique du Centre, en Grande-Bretagne, le British National Party s'impose de plus en plus dans le paysage politique avec pour thème principal l'immigration, en France, le débat sur la sécurité et l'identité nationale est de plus en plus vif.⁴⁶ C'est en matière d'immigration et d'identité que les discours populistes influencent le plus la droite de gouvernement, avec un discours anti-migratoire qui remet en cause les acquis de Schengen.

B. Un discours anti-migratoire qui remet en cause les acquis de Schengen

L'extrême droite populiste est devenue une source d'inspiration pour les droites européennes qui sont de plus en plus sous l'influence de ces partis en termes d'identité et d'immigration. Les solutions proposées par les partis populistes sont la fermeture des frontières, l'arrêt de l'immigration, la remise en cause de la liberté de circulation et plus globalement des acquis de Schengen.

Or, nous pouvons constater certains durcissements en matière d'immigration au sein des pays européens. Les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont décidé en juin d'appliquer des mesures restrictives en termes d'immigration, en établissant la possibilité de rétablir les frontières nationales dans l'espace Schengen. Cette mesure, réclamée notamment par la France, fait suite au conflit entre cette dernière et l'Italie à propos des migrants tunisiens, mais aussi à la décision du Danemark de rétablir le contrôle douanier à ses frontières. Le caractère exceptionnel de cette mesure a été mis en avant, néanmoins, elle remet tout de même en cause les acquis de Schengen. Cécilia Malmstrom, la Commissaire européenne à l'asile et aux migrations, est inquiète des dérives sécuritaires dictées par les partis d'extrême-droite et les mouvements populistes. Elle a rappelé notamment que l'UE ne doit pas renoncer à ses valeurs de solidarité et de tolérance.⁴⁷

⁴⁴ « Populismes de droite en Europe : Phénomène passager ou transition vers un courant politique dominant », Werner T. BAUER, Friedrich Ebert Stiftung, avril 2011.

⁴⁵ « La montée du national populisme en Europe », Entretien d'Europe n°53 avec Pascal Perrineau, 24.01.11, Fondation Robert Schuman http://www.robert-schuman.eu/entretien_europe.php?num=53.

⁴⁶ « L'extrême droite qui monte, qui monte en Europe », France info, 20.09.10 <http://www.france-info.com/monde-europe-2010-09-20-l-extreme-droite-qui-monte-qui-monte-en-europe-486396-14-15.html>.

⁴⁷ « Immigration : l'Union européenne renforce le contrôle de ses frontières », 24.06.11, Le Monde http://www.lemonde.fr/europe/article/2011/06/24/immigration-l-union-europeenne-renforce-le-contrôle-de-ses-frontières_1540697_3214.html.

Les discours des dirigeants européens de droite « classique » de gouvernement puisent dans les ressources des partis populistes. Ainsi, le Premier ministre anglais David Cameron a renforcé son discours sur l'immigration⁴⁸, la chancelière Angela Merkel a dénoncé l'échec du multiculturalisme en Allemagne en octobre 2010 et a critiqué l'immigration comme étant un poids pour le système social allemand⁴⁹, et Nicolas Sarkozy a entraîné un tournant sécuritaire et une politique d'expulsion massive des Roms avec son discours de Grenoble en juillet 2010,... Le danger que la droite « classique », pour couper l'herbe sous le pied des partis populistes, reprenne des éléments de leur discours, les insère dans le « mainstream » politique, est donc bien présent pour les démocraties européennes.

En outre, dans certains pays, les partis national-populistes sont alliés au gouvernement. C'est notamment le cas du Danemark où le Parti du Peuple danois (DF) soutient le gouvernement depuis 2001 en échange de concessions sur l'immigration, ce qui a entraîné des règles de plus en plus strictes en la matière. Le Danemark, petit pays jadis réputé pour son ouverture d'esprit, est en réalité devenu l'un des pays les plus stricts sur l'immigration en Europe. Le DF a un rôle clé dans la politique du pays où il est la troisième force politique. Depuis le début de cette alliance, le Danemark a voté des lois de plus en plus strictes pour limiter l'immigration : en 2002, la « règle des 24 ans » limitait les réunifications familiales : limite d'âge de 24 ans pour les réunifications des couples, le couple doit entretenir des liens forts avec le Danemark plus qu'avec d'autres pays, posséder une certaine somme d'argent, et habiter un appartement aux normes... puis le Parti du Peuple danois a mené une véritable campagne anti-immigration qui a conduit à la loi de 2010 qui restreint l'accès aux cartes de séjour. Cette loi instaure une sorte de permis à points avec des conditions à remplir telles que la connaissance du danois ou avoir travaillé pendant au moins 2 ans et demi sur les 3 dernières années. En août 2010, le Parti du Peuple proposait de durcir à nouveau les règles, de stopper l'immigration non européenne... Cela a abouti à l'adoption de mesures de durcissement de la « règle des 24 ans » en décembre 2010 : instauration d'un système de points comme pour les cartes de séjour, dans lequel d'autres données seraient prises en compte comme l'éducation, le nombre de langues vivantes maîtrisées, l'employabilité, le capital,... En somme des conditions très strictes, qui ont suscité une réaction populaire le 8 décembre 2010, lorsque 6000 manifestants ont défilé dans Copenhague et devant le Parlement. Le Parti du Peuple danois est néanmoins de plus en plus prisé.⁵⁰

La remise en cause de la diversité européenne est un autre danger. Cette diversité culturelle, cette mixité issue de l'immigration est effectivement rejetée par les partis populistes. Des personnalités éminentes du Conseil de l'Europe ont publié un rapport le 11 mai 2011 sur les défis posés par la résurgence des discriminations et de l'intolérance en Europe, intitulé « Vivre ensemble : conjuguer diversité et liberté dans l'Europe du XXIème siècle ». Dans ce rapport, le Conseil de l'Europe rappelle que « la diversité est bel et bien la destinée de

⁴⁸ « David Cameron veut réduire l'immigration en Grande Bretagne », 14.04.11, Populismes : la pente fatale, <http://www.populisme.eu/2011/04/14/david-cameron-veut-reduire-limmigration-en-grande-bretagne/>.

⁴⁹ « Selon Merkel, le modèle multiculturel en Allemagne a totalement échoué », 17.10.2010, Le Monde http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/10/17/selon-merkel-le-modele-multiculturel-en-allemande-a-totalement-echoue_1427431_3214.html.

⁵⁰ « Le Danemark à la sauce populiste », 28.12.10, le Francofil <http://www.lefrancofil.com/danemark/actus-danoises/le-danemark-a-la-sauce-populiste/>.

l'Europe ». ⁵¹ En outre, il rappelle que l'UE a fondamentalement besoin de l'immigration, tant économiquement qu'au niveau démographique.

En effet, l'immigration est un élément essentiel du maintien économique et démographique de l'UE. Les partis national-populistes accusent l'immigration d'être responsable de la hausse du chômage dans leur pays, or, selon les experts : il n'y a pas de lien de causalité entre l'arrivée des populations issues de l'immigration et la hausse du chômage. ⁵² Ces populations sont souvent peu qualifiées et occupent davantage des emplois peu qualifiés en manque de main-d'œuvre. Outre le fait d'être un non sens économique, c'est aussi un non sens démographique face au vieillissement de la population au sein de l'Union européenne qui a donc besoin de l'immigration pour le combler. Or, le discours populiste prône l'exclusion des populations immigrées et la fermeture des frontières. Pour garder la même force de travail dans les trente années à venir, il a été établi par un groupe d'experts américains que l'UE doit multiplier par 3 l'immigration. Aujourd'hui, celle-ci représente environ 30 millions d'habitants sur les 500 millions qui peuplent l'UE. ⁵³ Les personnalités du Conseil de l'Europe soulignent également que l'Europe a besoin de davantage d'immigrés. Selon les calculs de la Commission européenne, sans eux, la main d'œuvre diminuerait d'environ 100 millions dans l'UE ces cinquante prochaines années, même si la population totale continue d'augmenter. ⁵⁴ Ainsi, c'est un danger pour la diversité européenne, et pour le maintien d'une Union forte économiquement et démographiquement.

En outre, selon Dominique Reynié, l'entrée de jeunes actifs issus de l'immigration est essentielle pour préserver les mécanismes sociaux et de retraites. Une restriction des flux migratoires met ainsi en danger le modèle social européen et les systèmes d'assurance sociale. ⁵⁵

C. Des discours qui favorisent les discriminations, l'intolérance et les violences.

A l'Est de l'Europe, les violences envers la communauté Rom se multiplient. En avril 2011, dans le village hongrois Gyöngyöspata, la milice d'extrême droite Vederó s'est attaquée à un village Rom. Le chef du parti Jobbik, le député Gabor Vona, a effectué un discours devant 1500 paramilitaires de la milice pour instaurer dans ce village un « laboratoire contre la criminalité tzigane » début mars 2011. ⁵⁶ La milice a ensuite organisé des patrouilles jour et nuit dans le village, qui ont été par la suite interdites par les autorités. La terreur s'est répandue dans le village, les femmes et les enfants Roms ont dû fuir par peur des violences de la milice encadrée par le parti Jobbik qui a obtenu un an auparavant 47 sièges au

⁵¹ « Vivre ensemble, conjuguer diversité et liberté dans l'Europe du XXI^{ème} siècle », Rapport du groupe d'éminentes personnalités du Conseil de l'Europe, <http://book.coe.int/ftp/3666.pdf>.

⁵² Jean Dominique GIULIANI « La montée du populisme, nouveau défi européen », canal académie, enregistré le 18.04.2011 <http://www.canalacademie.com/ida6927-La-montee-du-populisme-nouveau-defi-europeen.html>

⁵³ Jean Dominique GIULIANI « La montée du populisme, nouveau défi européen », canal académie, enregistré le 18.04.2011 <http://www.canalacademie.com/ida6927-La-montee-du-populisme-nouveau-defi-europeen.html>

⁵⁴ « Vivre ensemble en Europe au XXI^{ème} siècle », 10.05.11, Le Monde http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/05/10/vivre-ensemble-en-europe-au-xxie-siecle_1519817_3232.html.

⁵⁵ « Immigration ou retraites », 26.04.11, Populismes : la pente fatale, Dominique REYNIE, éditions Plon, <http://www.populisme.eu/2011/04/26/immigration-ou-retraites/>.

⁵⁶ « L'extrême droite hongroise repart à l'assaut de la « criminalité tzigane » », 5.04.11, Le Monde.

Parlement hongrois.⁵⁷ Les violences anti-Roms ne sont pas nouvelles en Hongrie, en 2009, les Roms ont été les victimes d'une série d'attaques meurtrières de groupes néo-nazis.⁵⁸ Les violences contre la minorité Rom sont courantes également en République tchèque et en Slovaquie où les rassemblements néo-nazis contre les Roms et l'immigration ne sont pas rares. En Roumanie, la minorité Rom subit aussi des discriminations et des violences.

En Bulgarie, l'intolérance s'accroît envers la minorité musulmane turque. En effet, le parti populiste Ataka de Volen Siderov, ultra nationaliste, multiplie les actions contre les musulmans, notamment à la mosquée de Sofia le 20 mai 2011 où des tapis de prière ont été incendiés. Ces actes ont été condamnés par le Parlement. Néanmoins, ces dernières années les protestations contre les haut-parleurs des mosquées notamment se sont multipliées et globalement les violences contre cette minorité, mais aussi contre la minorité Rom.⁵⁹

Les violences xénophobes se développent un peu partout, véhiculées par des groupes extrémistes, tels que l'EDL (Ligue de la défense anglaise) en Angleterre qui rassemble environ 3000 personnes.⁶⁰ Ce climat de violences, d'intolérance et de discriminations est favorisé par la montée des partis national-populistes qui diffusent leurs idées xénophobes, islamophobes, anti-immigration et anti-Roms.

Antonio Guterres, le Haut Commissaire aux Réfugiés de l'ONU, dénonce la montée du « populisme politique » en Europe qui favorise l'intolérance et les actes de violences : « *de tels phénomènes ont eu une répercussion négative dans l'opinion publique et entraînent des réactions hostiles envers les étrangers, de la xénophobie et du racisme* », Il souligne également que « *cela crée un environnement favorisant des actes violents et barbares comme celui de la Norvège* ». ⁶¹

Le Premier ministre socialiste espagnol José Luis Zapatero a réagi aux attentats en appelant une réponse politique de l'Union européenne pour freiner les idées de l'extrême-droite populiste en Europe. Selon lui, ce phénomène « *requiert une réponse, une réponse européenne, une réponse commune pour défendre la liberté, pour défendre la démocratie, demandant aux gens de se lever, de combattre le radicalisme et de réagir face à la xénophobie* ». ⁶²

Le Premier ministre a appelé les dirigeants européens à agir : « *Quand nous voyons cette poussée ou cette renaissance des idées xénophobes dans notre vieille Europe démocratique, nous devons agir rapidement* ». ⁶³

III. Comment lutter contre l'avancée des populismes en Europe?

⁵⁷ « En Hongrie, des Roms fuient un village à cause d'une milice d'extrême droite », 22.04.11, Le Monde http://www.lemonde.fr/europe/article/2011/04/22/en-hongrie-des-roms-fuient-un-village-a-cause-d-une-milice-d-extreme-droite_1511799_3214.html#xtor=AL-32280258.

⁵⁸ « L'extrême droite hongroise repart à l'assaut de la « criminalité tzigane » », 5.04.11, Le Monde.

⁵⁹ « Ataka à l'assaut des mosquées » 28.05.11, Populismes : la pente fatale, Dominique REYNIE, <http://www.populisme.eu/2011/05/28/ataka-a-lassaut-des-mosquees/>.

⁶⁰ « EDL sur la pente fatale », Populismes : la pente fatale, 1.08.11, <http://www.populisme.eu/actualites/>.

⁶¹ « Le HCR dénonce le populisme en Europe », 3.08.2011 <http://www.europe1.fr/International/Le-HCR-denonce-le-populisme-en-Europe-655151/>.

⁶² « Attentats d'Oslo : les extrêmes droites européennes craignent l'amalgame », 25.07.11 Le Monde http://abonnes.lemonde.fr/europe/article/2011/07/25/attentats-d-oslo-les-extremes-droites-europeennes-craignent-l-amalgame_1552707_3214.html.

⁶³ Ibid.

Pour lutter contre l'avancée des populismes, il faut s'attaquer sérieusement aux causes profondes du vote populiste. Selon Dominique Reynié, « *il ne faut plus taire les difficultés que rencontrent les Européens* » et « *l'Europe doit apporter de nouvelles réponses à la tentation de repli identitaire* » des « *réponses plus positives, plus porteuses d'espoir* ». ⁶⁴

A. Réinventer la démocratie

Selon Pierre Rosanvallon, « *Il est nécessaire d'avoir un projet de réinvention et de reconstruction de cette démocratie* » ⁶⁵

En effet, le populisme défie la démocratie telle que nous la connaissons, et qui se caractérise notamment par un « peuple introuvable » selon Rosanvallon, c'est-à-dire qu'il existe « un écart entre l'évidence d'un principe (la souveraineté du peuple) et le caractère problématique du peuple comme sujet ». Il faut « penser le populisme » comme une « tension interne de la démocratie » et de ce fait penser à un projet de « réinvention et de reconstruction » démocratique afin de surmonter la dérive populiste. ⁶⁶ Rosanvallon propose de réinventer la démocratie en multipliant les formes d'expression du peuple. Les différentes figures du peuple doivent être prises en considération : le peuple social à travers les manifestations, les revendications, l'opinion véhiculée sur internet, le peuple principe qui découle du droit, de la constitution, et le peuple aléatoire à travers des tirages au sort par exemple. Ces figures du peuple s'ajoutent au peuple arithmétique régi par le fait majoritaire. Pour réinventer la démocratie, il faut aussi augmenter le contrôle citoyen sur les décisions politiques, utiliser la puissance collective de jugement et d'évaluation du peuple, instaurer une démocratie d'interactions entre le pouvoir et la société. L'objectif est de reconstruire le commun, le vivre ensemble et de multiplier les corps intermédiaires afin de parvenir à un fonctionnement démocratique plus efficient et freiner l'avancée des populismes. Rosanvallon souligne enfin qu'on ne peut pas se contenter d'un rejet inquiet du populisme, mais qu'il faut amorcer un véritable projet de réinvention démocratique pour freiner l'avancée de ce phénomène. ⁶⁷

B. L'Union européenne et les Etats membres doivent agir sur les causes profondes du vote populiste et replacer les valeurs européennes au cœur de leur politique.

D'un point de vue institutionnel, il est difficile pour l'UE de sanctionner concrètement des partis élus démocratiquement, c'est-à-dire issus d'élections. Par exemple, en 2000, les Etats membres ont sanctionné l'Autriche où le FPÖ était entré dans une coalition de gouvernement en mettant un terme à leurs relations bilatérales avec l'Autriche. Néanmoins, ces sanctions ont été très contestées en Autriche et limitées puisqu'elles ont duré très peu de temps. L'UE a tout de même la possibilité d'agir selon l'article 7 du traité sur l'Union européenne. Ainsi, si le Conseil de l'UE constate à l'unanimité « une violation grave et persistante par un Etat membre de principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1 » ⁶⁸, l'UE peut sanctionner cet Etat

⁶⁴ « Poussée populiste en Europe », Hélène Farier, 18.04.11, Europe1.

<http://www.europe1.fr/International/Poussee-populiste-en-Europe-504827/>.

⁶⁵ « Penser le populisme » extrait de la leçon inaugurale des rencontres de Pétrarques de Pierre Rosanvallon, Le Monde 22.07.11.

⁶⁶ « Penser le populisme » extrait de la leçon inaugurale des rencontres de Pétrarques de Pierre Rosanvallon, Le Monde 22.07.11.

⁶⁷ « Penser le populisme » extrait de la leçon inaugurale des rencontres de Pétrarques de Pierre Rosanvallon, Le Monde 22.07.11.

⁶⁸ Article 7.2 TUE

en restreignant ses droits, notamment son droit de vote au Conseil⁶⁹ s'il y a violation de « la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit ». ⁷⁰ Néanmoins, la question de l'efficacité de telles sanctions envers les partis populistes se pose. Les sanctions pourraient renforcer l'euroscpticisme et le parti sanctionné, entraînant l'effet inverse, la victimisation du parti et la hausse de sa popularité. ⁷¹ Enfin, une sanction homogène envers ces partis n'est pas envisageable du fait de leur différence et de la diversité des contextes nationaux. ⁷²

Les solutions sont donc à rechercher au niveau politique, dans la construction d'une réponse forte de la part de l'UE et des Etats. Afin de freiner l'euroscpticisme, il faudrait rapprocher l'Europe des citoyens et combler le déficit démocratique dont souffre l'UE. Celle-ci doit mobiliser les électeurs pour lutter contre l'abstention. Il y a donc une dimension pédagogique et éducative forte pour construire une véritable citoyenneté européenne. Les institutions sont bien souvent dénoncées comme lointaines et abstraites. L'UE doit susciter l'intérêt des citoyens : en juin 2009, selon un sondage eurobaromètre, seul 53% des personnes interrogées affirmaient ne pas être intéressées par les élections européennes. ⁷³ Elle doit travailler sur la démocratie européenne pour combler son déficit démocratique et freiner les discours eurosceptiques et autour du manque de représentativité. Augmenter les pouvoirs du Parlement, agir pour une meilleure communication des institutions aux citoyens, une communication moins institutionnelle et unique, au lieu de véhiculer des messages différents selon les institutions. Elle doit travailler à la sensibilisation des citoyens, les informer des domaines d'actions de l'UE, de son influence concrète dans la vie quotidienne des habitants. Selon Jacek kucharczyk, il faut sortir de la crise populiste par le haut, en encourageant les changements institutionnels, en créant de nouvelles institutions capables d'organiser des débats pan-européens. ⁷⁴

L'Union européenne et les Etats membres doivent agir contre le succès des discours xénophobes, islamophobes et anti-Roms en travaillant à une meilleure intégration de ces populations. Selon le rapport du Conseil de l'Europe « Vivre ensemble : conjuguer diversité et liberté dans l'Europe du XXIème siècle », l'intégration est nécessaire pour freiner le rejet de ces populations qui s'exprime dans les scrutins. Il est nécessaire d'accepter les résidents de longue durée en tant que citoyens à part entière, d'affirmer l'égalité des hommes quelles que soient leur religion, leur culture ou leur origine ethnique, élargir la citoyenneté de ces populations c'est-à-dire leur droit de vote notamment aux élections locales, s'attaquer aux

http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/dat/12002M/htm/C_2002325FR.000501.html.

⁶⁹ Article 7.3 TUE

http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/dat/12002M/htm/C_2002325FR.000501.html.

⁷⁰ Article 6.1 TUE

http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/dat/12002M/htm/C_2002325FR.000501.html.

⁷¹ Entretien avec JY CAMUS, Aide Mémoire n°43, 2008 dans «Extrême droite et national-populisme en Europe. Etat des lieux 2007 », Les territoires de la Mémoire, 2007.

⁷² « L'Union européenne face aux populismes », Yves SUREL, Les Brefs n°27, juin 2011, Notre Europe.

⁷³ « Le malaise identitaire en Europe : comment répondre au défi lancé par le national-populisme ? », Magali BALENT, question d'Europe n°205, 16 mai 2011, Fondation Robert Schuman, Policy Paper.

⁷⁴ Les populismes en Europe. Synthèse de l'atelier débat du 9.02.07 organisé par la Maison de l'Europe de Paris avec le CERI Sciences Po.

stéréotypes et donner une image plus réaliste de la situation des migrants et des vrais besoins de l'Union en matière d'immigration.⁷⁵

Une réaction forte des partis politiques traditionnels européens est nécessaire. Le défi est de prendre vraiment en charge les questions économiques et sociales qui nourrissent les partis national-populistes. Les gouvernements et l'UE doivent apporter de vraies réponses politiques, crédibles et fortes, sur l'intégration, l'immigration et les effets économiques et sociaux de la crise économique. Ils doivent également recentrer leurs discours sur la dimension européenne et ses avantages. En effet, l'Europe tient souvent lieu d'évidence dans les discours des partis politiques traditionnels. Or, ce n'est pas forcément le cas pour les citoyens. Il faut donc recentrer le discours sur la dimension européenne des politiques, sur les avantages de l'intégration européenne pour les citoyens ⁷⁶ et sur ceux d'une société ouverte.⁷⁷

L'Union européenne doit travailler sur son identité, afin de freiner les nationalismes qui se construisent négativement, en opposition aux autres. L'identité fait sens pour la population de l'UE, selon un sondage réalisé en 2008, 53% de la population européenne considèrent qu'il existe une proximité de valeurs entre les citoyens des 27 Etats de l'Union. Néanmoins, les institutions ont des difficultés à faire naître une véritable conscience européenne. Il faut recréer un imaginaire européen.⁷⁸

Il faut remettre les valeurs et les principes fondamentaux de la construction européenne au centre des discours politiques. En ces temps de crise économique, l'UE véhicule surtout un message de rigueur économique. Or, elle doit véhiculer un message d'espoir, de solidarité en mettant plutôt l'accent sur l'objectif de croissance économique.⁷⁹ Elle doit rappeler qu'elle a été fondée pour assurer la paix entre les Etats, pour la prospérité partagée, la sécurité des minorités et l'application des droits de l'Homme.⁸⁰ En somme, l'Europe a un travail important à faire sur son identité, elle doit remettre ses valeurs fondatrices au centre des discours, rappeler le projet européen, et faire émerger une conscience européenne.

Pour conclure, la montée des populismes est un **défi d'envergure européenne** auquel l'Europe doit faire face. Les partis national-populistes sont en progression dans presque tous les pays européens et malgré leur diversité, ils partagent de nombreux thèmes communs et leur avancée est fondée sur des causes profondes à dimension européenne. Ce phénomène défie l'Europe en mettant en danger les démocraties européennes. L'UE doit trouver des réponses politiques fortes pour freiner l'avancée de ces partis en travaillant sur

⁷⁵ « Vivre ensemble en Europe au XXIème siècle », 10.05.11, Le Monde http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/05/10/vivre-ensemble-en-europe-au-xxie-siecle_1519817_3232.html.

⁷⁶ « Populismes en Europe : passer du constat aux réponses », 18.04.11, Toute l'Europe <http://etoile.touteurope.eu/index.php/post/2011/04/18/Populismes-en-Europe%3A-passer-du-constat-aux-reponses>.

⁷⁷ « La montée du national populisme en Europe », Entretien d'Europe n°53 avec Pascal Perrineau, 24.01.11, Fondation Robert Schuman http://www.robert-schuman.eu/entretien_europe.php?num=53.

⁷⁸ « Le malaise identitaire en Europe : comment répondre au défi lancé par le national-populisme ? », Magali BALENT, question d'Europe n°205, 16 mai 2011, Fondation Robert Schuman, Policy Paper.

⁷⁹ Jean Dominique GIULIANI « La montée du populisme, nouveau défi européen », canal académie, enregistré le 18.04.2011 <http://www.canalacademie.com/ida6927-La-montee-du-populisme-nouveau-defi-europeen.html>

⁸⁰ « Les Roms : faux problème national, véritable sujet européen », Sauvons l'Europe, 2.11.2010 <http://www.sauvonsleurope.eu/les-roms-faux-probleme-national-veritable-sujet-europeen.2>

la démocratie, l'intégration des populations issues de l'immigration, les effets économiques et sociaux de la crise, l'identité européenne. Il est nécessaire que l'UE et les gouvernements nationaux délivrent un autre message sur l'Europe, en recentrant les discours sur les valeurs européennes. Selon Habermas, l'Europe doit avoir vraiment à l'esprit les valeurs européennes.⁸¹ Il faut donner aux citoyens un véritable projet de société, des valeurs communes, en somme construire une identité et une conscience européennes.

⁸¹ Les populismes en Europe. Synthèse de l'atelier débat du 9.02.07 organisé par la Maison de l'Europe de Paris avec le CERI Sciences Po.